



affilié à la
Fédération Autonome
de l'Éducation Nationale

Le Courrier du S.I.A.E.S. n° 67

Syndicat Indépendant Académique de l'Enseignement Secondaire Aix-Marseille

133 Rue Jaubert 13005 MARSEILLE ☎ 04 91 34 89 28 📠 06 80 13 44 28

✉ jean-baptiste.verneuil@wanadoo.fr http://www.siaes.com

Dépôt légal 9 décembre 2015 ISSN 1291-343X Trimestriel Prix 1,50 € 18^{ème} année Publication n° 157

La réforme à coups de schlague ?

ÉDITORIAL

L'intersyndicale nationale, incluant le *SIES* (notre syndicat national), a formulé depuis la rentrée scolaire deux demandes d'audience auprès de la ministre (16 septembre et 5 octobre). La ministre refuse de recevoir les représentants des syndicats d'une intersyndicale nationale qui représente plus de 80 % de la profession et - énième preuve de son mépris pour les personnels - ne prend même plus la peine de leur répondre personnellement. Voici un extrait du courrier que le cabinet de la ministre a adressé, le 16 octobre soit 6 jours après la manifestation nationale contre la réforme du collège, aux Secrétaires généraux des syndicats de l'intersyndicale nationale : « *Mesdames, Messieurs les Secrétaires généraux, vous avez sollicité une audience auprès de Madame Najat Vallaud-Belkacem, ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche, afin d'évoquer la réforme du collège. Malheureusement, les contraintes de son agenda ne lui permettent pas de vous recevoir personnellement.* » Pourtant l'agenda de la ministre ne semble pas si chargé, sauf si on considère que son - très chargé - agenda médiatique prime sur son travail de ministre, le respect du dialogue social et des professeurs.

Grèves majoritaires, pétitions, prises de position d'associations de spécialistes, de l'Académie française, de l'Académie des sciences, manifestation nationale à Paris le samedi 10 octobre ... Rien n'y fait. La ministre nous méprise !

Le ministère ouvre - enfin - des discussions sur le bilan de la réforme du lycée du ministre Luc Chatel, mais sans aucune intention de remettre en cause l'idéologie qui a présidé à sa réforme. Cela n'est pas surprenant, puisque c'est le même dogme qui a présidé à la réforme du collège Vallaud-Belkacem : interdisciplinarité imposée, diminution du contenu disciplinaire, abaissement des exigences, attaques féroces contre certaines disciplines, notamment les langues anciennes.

Pour imposer la réforme de la ministre, notre administration est visiblement prête à tout sacrifier : l'intérêt des élèves, le travail et la carrière des professeurs. Ainsi, elle n'a eu aucun scrupule vis à vis du sport scolaire et des professeurs d'EPS à annuler (décision prise bien avant les attentats) le cross académique du 18 novembre. Elle demande aux IA-IPR et aux IEN de se faire les VPR de la ministre dans les collèges, au détriment de leur mission de conseil envers les professeurs et des inspections, dont nous savons qu'elles seront extrêmement rares cette année, à l'exception des inspections statutaires pour la titularisation. La carrière des professeurs qui subissent le préjudice d'un retard d'inspection pour leur avancement d'échelon ou leur promotion à la hors classe importe peu à notre ministre.

La propagande ministérielle ne passera pas par nous !

Dans l'académie d'Aix-Marseille, le recteur avait décidé d'organiser une journée de formation le mercredi 25 novembre (matin et après midi). Les retours des établissements font apparaître un nouveau rejet majoritaire de cette réforme de la part des professeurs. L'opération de boycott lancée par le *SIAES - SIES / FAEN* et les autres organisations de l'intersyndicale est une réussite. Le rejet de la réforme et des formations a pris des formes diverses selon le contexte et le rapport de force local. Dans certains établissements la grève était quasi totale ou majoritaire. Dans d'autres établissements, la résistance active a été conduite avec succès (prises de parole ; déclaration lue avant de quitter la salle de réunion ; refus d'assister à la formation, mais présence dans l'établissement pour réaliser notre véritable travail de professeur ; participation à la formation en posant les questions qui dérangent l'administration et qui mettent en lumière les incohérences et aberrations de cette réforme et le caractère mensonger de la communication ministérielle etc...). Enfin dans d'autres établissements, une résistance passive a été mise en œuvre (refus de faire des propositions d'EPI, de rendre des productions qui seraient utilisées dans le cadre de la réforme etc...).

Le *SIAES - SIES / FAEN* félicite les collègues qui ont participé à cette opération de défense de l'Ecole Républicaine et du métier de professeur.

Là où la formation s'est plus ou moins déroulée, les professeurs qui n'avaient pas encore pris connaissance de toutes les informations ont pu découvrir l'horreur de cette réforme et ses réelles conséquences : diminution de l'instruction des élèves, poursuite de la dénaturation des missions des professeurs, renoncement à la transmission du Savoir, diminution des horaires disciplinaires, suppressions de postes, créations de compléments de service etc... Au final, la formation que l'administration tente d'imposer aux personnels contribue à grossir les rangs des opposants à la réforme.

Certains personnels de direction ont proféré des menaces absolument scandaleuses en direction des professeurs et n'ont pas respecté leurs opinions syndicales. Menaces sur les futurs emplois du temps (grand classique des mesures de rétorsion), menaces de supprimer les sorties scolaires, menaces de déclarer grévistes les professeurs, pourtant présents, qui refusaient de collaborer à la mise en œuvre des EPI. Des incidents beaucoup plus graves nous ont été signalés.

A défaut de convaincre, certains cherchent à contraindre. Tout cela ne fait que renforcer notre détermination à nous opposer à la caporalisation et l'encasernement des professeurs et à défendre leur liberté pédagogique individuelle. Le *SIAES - SIES / FAEN* dénonce ces comportements intolérables, saisira le Recteur et soutiendra les personnels victimes de tentatives d'intimidation.

Enfin, le *SIAES - SIES / FAEN* ne renonce pas et n'abandonne pas les collègues. Tenter de façon conjoncturelle de limiter les dégâts en conseil d'administration, instance où les professeurs sont d'ailleurs minoritaires par rapport aux autres élus (parents, élèves, direction), ne répond pas à la problématique nationale. Pour que la réforme ne soit mise en œuvre dans aucun établissement, ce sont les textes relatifs à cette réforme qui doivent être abrogés. Amplifions la contestation et la résistance jusqu'à l'abrogation des textes relatifs à cette réforme.

Jean Baptiste VERNEUIL - Secrétaire Général du *SIAES - FAEN*